

L'altermondialisme, contrepoint à la mondialisation

Nouveaux contours de l'analyse politique¹

PAR DOMINIQUE CAOUILLE

Montréal, 26 janvier 2008. Alors que l'élite politique et économique planétaire discute au Forum économique mondial à Davos en Suisse, des centaines d'altermondialistes marchent dans les rues de la métropole québécoise. En plein froid hivernal, ces militants participent, tout comme des milliers d'autres un peu partout dans le monde, à l'une des 600 activités organisées pour clamer bien haut que plusieurs mondialisations sont possibles, que le citoyen ordinaire doit lui aussi avoir voix au chapitre sur les enjeux de la planète et qu'une solidarité existe au-delà des frontières nationales.

1. Cet article est une version abrégée et modifiée du chapitre « Mondialisation et altermondialisation : dialectique ou dialogue? » paru dans *La politique en questions*, ouvrage rédigé par les professeurs du Département de science politique de l'Université de Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2008.

Ce phénomène d'ordre politique a de quoi fasciner. Or le chercheur en science politique ou en relations internationales se verra désarmé face à ce fait social contemporain majeur car, dans sa discipline, un biais méthodologique l'empêche de saisir toute l'ampleur de ces mobilisations sociales. En effet, l'État-nation agit tel un écran de fumée ou encore une diva analytique, occupant l'avant-scène et faisant oublier qu'au-dessus et en deçà de l'État national, une multitude d'échanges, de processus sociaux, culturels, économiques et politiques ont continué à se produire et à coexister. Pourtant, l'État national n'a jamais su et pu contrôler complètement les échanges transfrontaliers de toutes sortes, que ce soit ceux dirigés par de grands conglomérats internationaux ou encore la panoplie d'activités illicites des organisations criminelles transnationales, du piratage maritime à celui des DVD, de la traite des personnes au trafic d'organes ou encore au lucratif marché de la drogue. De la même façon, de plus en plus d'individus se mobilisent de manière transnationale autour de valeurs et de normes partagées (paix, droits de la personne, développement durable, justice sociale, égalité des hommes et des femmes, etc.).

Force est donc de constater que dans l'ombre de l'État-nation, les dynamiques transnationales opérant à partir d'une logique qui leur est propre sont toujours présentes. Aujourd'hui, le politologue doit explorer les possibilités et les défis d'une analyse à niveaux multiples. Certains, tels Ulrich Beck², proposent d'ailleurs de modifier radicalement l'unité d'analyse et la méthodologie utilisée afin de penser les dynamiques actuelles non plus selon un « nationalisme méthodologique »,

2. Ulrich Beck, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003.

mais plutôt d'un point de vue cosmopolitique. Bref, tenter de saisir l'énigme contemporaine de la mondialisation et son contrepoint l'altermondialisation implique le recours à une démarche novatrice.

Dans ce texte, je m'interroge sur les dynamiques contemporaines qui marquent notre rapport au « global » tout en suggérant que la science politique reste mal équipée pour comprendre la montée de nouvelles formes d'action collective et la présence de nouveaux acteurs non étatiques transnationaux. Tout en tentant de circonscrire la portée des changements internationaux associés aux processus de mondialisation, j'explore différentes manières de concevoir la mouvance altermondialiste. De ce survol, il ressort qu'il devient de plus en plus pressant de briser certaines frontières épistémologiques qui ont marqué l'étude des relations internationales et de la politique comparée.

La mondialisation ou les mondialisations

La présente forme de mondialisation se démarque de celle des autres périodes historiques. Ce qui la caractérise en premier lieu, c'est la compression de l'espace et du temps (instantanéité des échanges de toutes sortes au moyen d'Internet, diffusion d'information en continu, spéculation sur les marchés internationaux à n'importe quelle période de la journée, coûts réduits de transport qui permettent à de plus en plus de personnes de voyager de par le monde et produits culturels qui circulent à une vitesse extrême). Cette accélération des flux internationaux est nouvelle et inégalée dans l'histoire.

Une seconde dimension, sans doute mieux connue, est l'extension et l'universalisation des marchés et des échanges. Pour s'en rendre compte, on n'a qu'à penser à l'intégration des

marchés, et ce, autant dans l'agroalimentaire que dans la production d'équipements électroniques. On peut aussi penser à l'importance grandissante des produits en provenance de l'Asie, notamment de la Chine, ou encore des flux de travailleurs migrants. La multiplication des accords de libre-échange constitue certainement un autre indicateur de l'intégration des économies nationales dans une économie mondialisée. Ce n'est pas par hasard si cette composante est associée le plus souvent à l'idée de mondialisation.

Un troisième élément de la mondialisation contemporaine est la mise en place d'un discours normatif global organisé autour de certaines normes dites universelles. Celles-ci ne sont évidemment pas neutres et plusieurs ont souligné ses origines et ses liens avec l'Occident, en particulier le libéralisme. On peut penser entre autres aux droits humains individuels, à la liberté de la presse et d'expression, à la tenue d'élections libres, à la libre concurrence, à la compétitivité, etc. La particularité du moment, c'est que ces normes visent l'ensemble des individus atomisés et définis comme sujets historiques et non plus un groupe ou une collectivité précise. Contrairement aux grandes religions qui ont elles aussi des prétentions universelles, elles ne sont pas nécessairement liées à un seul mode d'organisation politique et économique. Aujourd'hui la mise en place de ces normes et de ce discours est perçue par certains comme une nouvelle forme de pouvoir associé à une organisation économique (le capitalisme) et politique (la démocratie libérale) particulière et qui constitue un nouvel empire³.

3. Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire*, Paris, Exils, 2000.

Enfin, le quatrième élément qui définit les contours de la mondialisation actuelle est celui de l'identité. Aujourd'hui, l'identité « nationale » est de plus en plus contestée. Phénomène devenu particulièrement évident au sortir de la guerre froide, la multiplication des identités devient de plus en plus présente. D'une part, émergent des identités de plus en plus locales et définies selon différents critères (clan, ethnie, groupe linguistique, tribu) et, d'autre part, apparaissent des identités transnationales définies au-delà du cadre national. C'est notamment le cas des diasporas et des migrants qui exercent aujourd'hui un rôle et un poids politique et économique de plus en plus important. Ceux-ci agissent non plus en fonction d'une seule identité nationale, mais de diverses identités. Par exemple, un néo-Québécois d'origine salvadorienne peut participer tout autant au débat au Québec sur les accommodements raisonnables qu'il peut soutenir et financer un candidat ou une formation politique dans sa localité d'origine. Soudainement libérée du carcan de la confrontation Est-Ouest, l'identité est plus que jamais une dimension importante de la mondialisation. Ainsi, c'est du côté de la localisation de la mondialisation et de la diversité identitaire qu'il semble y avoir le plus à comprendre.

L'altermondialisation : multitudes, mouvements et éthique

Face au discours sur la mondialisation, particulièrement celui qui émane des tenants de l'extension des marchés et des défenseurs de normes libérales individuelles, on assiste à la montée d'un contre-discours et de pratiques sociales autres, dites parallèles. Certains peuvent y voir le double mouvement dévoilé par Karl Polanyi : un mouvement de résistance qui forcerait la mise en place de mécanismes d'ajustement et de mesures sociales pour limiter les abus et les excès d'un hyper-libéralisme exclusif. L'altermondialisation serait alors le

contre-mouvement qui permettrait de donner un visage humain à la mondialisation ou du moins assurerait la pérennité des marchés et de l'économie.

D'autres voient plutôt en l'altermondialisation une vision tout autre de la mondialisation fondée sur l'idée de multitudes, de pluralités et de diversité. Encore plus difficile à définir que la mondialisation, l'autre mondialisation serait une mouvance sociale beaucoup moins bien définie, d'où le recours à différentes terminologies souvent inspirantes, mais difficiles à saisir ou à opérationnaliser : constellation d'oppositions, multitudes, ou encore résistance intergalactique (pour reprendre l'expression des Zapatistes). Encore en gestation et profondément horizontaliste (par opposition au verticalisme de l'organisation des grands conglomérats ou des partis et organisations associés à la gauche marxiste), l'altermondialisation reste définie par ses pratiques (actions directes et concrètes) plutôt que par des axes organisationnels et un programme politique précis. Cette dispersion et cette imprecision expliquent la fascination de plus en plus grande qu'elle suscite non seulement chez les militants de toute sorte qui s'en réclament mais aussi chez les politologues, sociologues, philosophes et même les économistes qui tentent d'en comprendre les contours et les pratiques.

Pour mieux saisir ce qu'est l'altermondialisation, il est préférable d'en examiner les éléments plutôt que de prétendre embrasser l'ensemble du phénomène. Le premier élément, le mieux connu, est sans doute sa dimension militante d'action collective. Présenté succinctement, ce militantisme transnational peut être défini comme l'action collective menée dans différents États par des mouvements sociaux, des réseaux de la société civile et des individus.

Quel événement ou moment historique marque l'émergence et la croissance accélérée du militantisme transnational? En fait, il serait futile d'en chercher un seul. Dès les années 1980 avec la mise en place des programmes d'ajustement structurel et la prise en charge de la gestion macroéconomique étatique par le FMI et la Banque mondiale, on commence à percevoir un tournant dans les pratiques et le discours de la solidarité internationale. Se dessinent alors quelques grandes caractéristiques des pratiques et du discours altermondialistes, l'insistance sur l'inclusion, l'équité, la participation et la dissidence directe dans la rue et non plus au moyen des partis politiques ou des institutions étatiques. Le soulèvement zapatiste de janvier 1994 et son appel à une résistance transcontinentale au néolibéralisme global ont aussi eu une importance particulière. Par la suite, les forums et les rassemblements parallèles aux rencontres de l'Organisation mondiale du commerce sont devenus des moments privilégiés d'expression de la dissidence. D'abord à Genève en 1998 puis l'année suivante lors de la « bataille de Seattle », une multitude d'acteurs de la société civile se sont rencontrés et ont manifesté. Les rencontres ministérielles qui ont suivi (Doha 2001, Cancún 2003, et Hong Kong en 2005), les sommets du G8, les réunions du FMI et de la Banque mondiale sont ainsi devenus des occasions importantes pour les mouvements sociaux transnationaux de se rassembler et d'agir collectivement en vue de protester contre des modes de décision jugés non démocratiques et exclusifs. Pour de nombreux participants, la libéralisation de l'économie et du commerce telle que proposée par l'OMC ou encore discutée durant la rencontre annuelle de Davos constituent des enjeux globaux qui requièrent une mobilisation citoyenne transfrontalière afin de transformer l'orientation de l'économie néolibérale en faveur d'une économie basée sur d'autres valeurs telles la justice sociale, l'équité et la durabilité.

En parallèle avec les propositions dites de rechange (notamment la taxe Tobin sur les mouvements de capitaux, la réforme des institutions internationales et des règles du commerce mondial, le commerce équitable, la non-brevetabilité du vivant, la simplicité volontaire, le développement durable, la souveraineté alimentaire, etc.), l'altermondialisme a depuis 2001 un espace symbolique de rassemblement, le Forum social mondial (FSM). Conçu initialement comme la réponse sociale au Forum économique de Davos, le FSM est devenu aux yeux de beaucoup le moment privilégié d'expression et d'affirmation du fait qu'un « autre monde est possible ». Depuis, de manière quasi annuelle, au début à Pôrto Alegre puis à Mumbai et plus récemment à Nairobi, des milliers d'altermondialistes autoproclamés se rassemblent pour témoigner de leurs expériences, de leurs analyses et de leur conviction qu'il existe des solutions de rechange à la mondialisation actuelle, sous la forme d'un ensemble hétéroclite de nouvelles pratiques sociales, politiques, économiques et culturelles issues d'un vaste effort collectif de reconceptualisation de l'ordre mondial. Et l'expérience se poursuit : en septembre 2007, le Québec tenait son premier Forum social tout juste après celui d'Atlanta aux États-Unis.

Le FSM et ses variantes régionales et locales constituent un terrain fertile de réflexion et de discours critiques sur la mondialisation. En même temps, plusieurs se questionnent sur le fait que le FSM risque de devenir à plus ou moins long terme un rituel « obligé » : quelques jours pendant lesquels un autre monde est imaginé, un peu à la manière des grands rassemblements religieux et des pèlerinages. Il n'en reste pas moins qu'au-delà du caractère possiblement ritualisé de l'exercice, le Forum constitue un espace essentiel de réflexion.

Cette dimension identitaire est importante, car elle laisse entrevoir de plus en plus la mise en place d'une solidarité transnationale basée non plus seulement sur une cause ou une problématique du Sud comme telle, mais plutôt sur des identités partagées et plurielles. D'ailleurs, certains grands mouvements sociaux, tels la Marche mondiale des femmes, le mouvement pour la souveraineté alimentaire ou encore le mouvement pour la paix fonctionnent selon des registres identitaires autres que national, religieux ou partisan. Reste à savoir jusqu'à quel point cette forme identitaire partagée est véritablement enracinée dans une pratique politique et sociale qui puisse dépasser d'autres réflexes identitaires.

Dialectique ou dialogue ?

Nouveaux contours de l'analyse politique

En quoi la mondialisation et son contrepoint, l'altermondialisation, constituent-elles de véritables problématiques d'analyse politique ? Deux grands terrains théoriques me semblent alimenter au mieux les réflexions sur ces enjeux, le premier est la sociologie politique et le second, l'étude des relations internationales. Jugé par plusieurs, dont Thomas Risse⁴, comme la rencontre fortuite de ces deux pistes de recherche, l'étude des relations transnationales a remis à l'ordre du jour l'importance de comprendre et d'expliquer le rôle des acteurs non étatiques et la place déterminante des normes au sein des relations internationales. D'ailleurs, l'étude des normes internationales, des acteurs non étatiques et des phénomènes associés à la mondialisation a bénéficié de la montée du constructivisme et des analyses postpositivistes.

4. Thomas Risse-Kappen (dir.), *Bringing Transnational Relations Back In: Non-State Actors, Domestic Structures and International Institutions*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

Longtemps isolées des débats épistémologiques au sein des relations internationales, les approches constructivistes sont au cœur des questionnements théoriques sur la signification de la mondialisation et de l'altermondialisation. Aujourd'hui, le constructivisme semble être le paradigme privilégié en particulier pour l'étude de l'altermondialisme : d'une part, son insistance sur le rôle de l'intersubjectivité, c'est-à-dire l'importance de la co-constitution de la réalité comme produit de l'interaction sociale semble particulièrement pertinente pour saisir la mise en place du discours altermondialiste sur la mondialisation ; d'autre part, le constructivisme permet de désigner toute une série de pratiques alternatives et de normes comme composantes de ce mouvement multiforme, pluriel et éclaté. Que ce soit le rôle grandissant des normes internationales, des idées telles la justice sociale, le commerce équitable ou encore le développement durable, force est de reconnaître qu'il s'agit là de constructions discursives et narratives.

Du point de vue méthodologique, l'étude de la mondialisation et encore plus de l'altermondialisation présente une série de défis. Le premier concerne l'unité d'analyse : faut-il favoriser une approche systémique telle que celle que propose l'école du système-monde et qui appréhende l'ensemble du monde capitaliste ; ou faut-il plutôt privilégier une pluralité de niveaux d'analyse et leurs interactions lorsque l'on tente de comprendre des phénomènes transnationaux tels les migrations, les changements climatiques, la production alimentaire, le crime organisé ou encore les nouveaux enjeux de santé ? Ainsi, doit-on dépasser le statocentrisme et réconcilier la possibilité que l'individu ait une importance de plus en plus significative, tout comme les différentes formes d'organisations supranationales (traités, régimes, organisations multilatérales, ONG et réseaux de militants transnationaux) ? Pour James

Rosenau⁵, cet écartèlement de l'analyse statocentrique peut être illustré par l'idée de la « fragmégration », néologisme signifiant qu'il faille maintenant tenir compte dans nos analyses à la fois des processus de fragmentation et des processus globaux d'intégration (économique, politique, culturelle, etc.). C'est à l'intérieur de ce processus dialectique, me semble-t-il, que l'on peut voir émerger les avenues les plus prometteuses pour dégager une compréhension à la fois originale et explicative de la mondialisation et de l'altermondialisation.

Sans préconiser la mise au rancart de l'étude des relations interétatiques, l'analyse des relations transnationales ouvre la voie à une compréhension plus nuancée et plus complète du monde actuel. Plutôt que de parler de la « contamination » des relations interétatiques par les relations transnationales, il semble plus fructueux d'accepter la superposition de ces formes de relations. De même, il devient peut-être plus productif d'entreprendre l'étude de la mondialisation et de l'altermondialisation à partir d'une analyse des enjeux (*issue-based analysis*).

Dernier défi à l'étude des processus mondiaux contemporains, la construction de l'identité est au cœur de nombreux questionnements théoriques. Certains croient qu'il est possible d'imaginer éventuellement une citoyenneté transnationale ou postnationale. Plutôt qu'une transposition qui impose une logique calquée sur le modèle national, il peut être plus productif d'envisager la multiplication des

5. James N. Rosenau, *Distant Proximities: Dynamics Beyond Globalization*, Princeton, Princeton University Press, 2003.

appartenances et des loyautés subjectives. Ainsi, l'identité nationale (par exemple québécoise) serait de plus en plus inscrite à l'intérieur d'une variété d'identités tout aussi subjectives que multiformes.

Bien sûr, il est trop tôt pour prétendre à la mise en place d'une identité cosmopolite ou encore de celle d'une démocratie cosmopolitique. Pour l'instant, le renouvellement des lentilles conceptuelles et méthodologiques traditionnelles au moyen desquelles on examine les relations internationales ou la politique comparée dans l'étude des dynamiques transnationales contemporaines régissant la mondialisation ou l'altermondialisation semble ouvrir la voie à une démarche heuristique féconde.